

Tendances récentes et nouvelles drogues en France

Résultats du sixième rapport national du dispositif TREND : exploitations thématiques 2000-2004 et principales observations 2004

Michel
Gandilhon
Pierre-Yves
Bello
Abdalla
Toufik
Isabelle
Evrard

Ce numéro de *Tendances* présente les principaux résultats issus de la sixième année de fonctionnement du dispositif TREND (Tendances récentes et nouvelles drogues) pour l'année 2004¹. Ce dispositif, mis en place dans le cadre du plan triennal adopté par les pouvoirs publics en juin 1999, vise à identifier et décrire dans les délais les plus brefs possibles les phénomènes émergents liés aux drogues illicites. Ces derniers recouvrent des phénomènes nouveaux ou existants mais ne pouvant être détectés par les systèmes d'information en place. Les informations produites doivent permettre aux différents acteurs investis dans le champ de la toxicomanie (décideurs, professionnels, usagers) d'élaborer des réponses en matière de prévention ou d'adaptation des comportements afin de favoriser une meilleure protection des usagers de drogues et de la population en général.

Cette année, un certain nombre de constats effectués par le dispositif au cours de ces dernières années a fait l'objet d'un traitement spécifique par le biais d'une synthèse générale réunissant les données accumulées depuis l'existence du dispositif.

Ce numéro de *Tendances* consacre sa première partie à l'analyse de quatre thèmes particuliers reprenant des données accumulées depuis la création du dispositif. Ces « thèmes particuliers » concernent la question de la pratique de l'injection et de sa probable diminution ; l'apparition de nouvelles populations, plus jeunes, au sein des structures de première ligne et de soins ; le développement, dans les deux espaces d'investigation du dispositif TREND, de l'usage de cocaïne et de crack et enfin la vogue actuelle pour les hallucinogènes naturels. La seconde partie est consacrée à l'exercice plus traditionnel relatif aux principales tendances de l'année 2004 méritant d'être mises en exergue.

Dans les différents sites du dispositif TREND², les deux espaces principaux d'observation sont l'espace urbain et l'espace festif techno. L'espace urbain, tel qu'il est défini par TREND, recouvre essentiellement le dispositif des structures de première ligne (boutiques et Programme d'échange de seringues) et les lieux ouverts (rue, squat, etc.). La plupart des personnes rencontrées dans ce cadre sont des usagers problématiques de produits illicites dont les conditions de vie sont fortement marquées par la précarité. L'espace festif techno (où l'on rencontre également des personnes qui ne consomment pas de drogues) désigne les lieux où se déroulent des événements organisés autour de ce courant musical (free parties, clubs, discothèques, soirées privées). Le choix de ces deux espaces se justifie par la forte probabilité d'y repérer des phénomènes nouveaux ou non encore observés même s'ils ne sauraient épuiser à eux seuls la réalité de l'usage de drogues aujourd'hui en France et dans les départements d'outre-mer. Il est important aussi de rappeler que les observations et les recueils d'information sont réalisés auprès de sous-groupes de populations qui s'avèrent davantage expérimentateurs et consommateurs de produits que la population générale d'âge équivalent. Les constats qui en découlent ne peuvent donc être généralisés à l'ensemble de la population. Ils sont en revanche utiles pour décrire la diversité des usagers problématiques et anticiper les évolutions susceptibles d'affecter une population plus large.

Thèmes particuliers 2000-2004

L'injection en France

Depuis l'année 2000, les observations issues du dispositif TREND mettent en évidence une probable diminution des pratiques d'injection au sein des populations

¹ Le rapport national du dispositif TREND est disponible dans son intégralité sur le site de l'OFDT à l'adresse suivante : www.ofdt.fr/ofdtdev/live/public/rap05/efxpblic.html

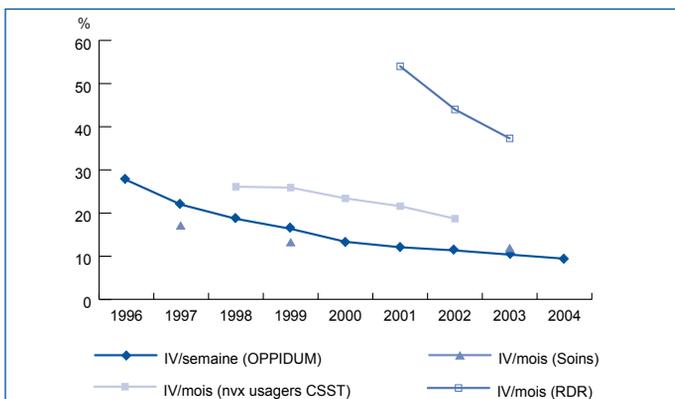
² Voir en page 4 la rubrique « Repères méthodologiques ».

consommatrices de produits illicites. Ce constat provient d'une combinaison de facteurs :

- le nombre de personnes bénéficiant d'une prise en charge comprenant un traitement de substitution aux opiacés s'est accru, ce qui conduit certaines d'entre elles soit à l'abandon de ce mode d'administration soit à une diminution du recours à cette pratique ;
- les modes d'administration des produits illicites les plus consommés aujourd'hui notamment les stimulants (cocaïne, ecstasy, amphétamine) et les hallucinogènes (chamignons, LSD) sont majoritairement le sniff, la voie orale ou l'inhalation ;
- l'injection souffre d'une image très négative du fait de la responsabilité qui lui est prêtée en matière de risques de contamination par des infections (sida, hépatites) ou à de manifestations morbides douloureuses (abcès, hématomes) ;
- dans l'espace festif, les pratiques d'injection sont extrêmement minoritaires et plutôt stigmatisées.

Les données quantitatives collectées au cours des différentes enquêtes menées auprès des usagers fréquentant les structures dites de première ligne confirment la diminution des pratiques d'injection. Ainsi, la proportion d'injecteurs, au cours du mois précédant l'enquête, est passée de 54 % en 2001 (429/799) à 37 % en 2003 (401/1074)³. En outre, parmi les usagers d'héroïne au cours du mois écoulé, la proportion des personnes ayant recours à l'injection est passée de 58 % en 2001 à 53 % en 2003. Les données issues des autres dispositifs d'enquête semblent confirmer ce constat (voir graphique ci-dessous).

Fréquence de la pratique de l'injection au cours de la semaine ou du mois écoulé dans plusieurs populations d'usagers de drogues en France de 1996 à 2004



OPPIDUM (Observation des produits détournés de leur utilisation médicamenteuse) : enquête annuelle une semaine donnée des CEIP (Centre d'évaluation et d'information sur la pharmacodépendance) auprès d'usagers pris en charge. Nvx usagers CSST (Centre de soins spécialisés pour toxicomanes) : informations issues des rapports annuels d'activité des CSST adressés à la DGS (Direction générale de la santé). Soins : enquêtes « novembre » un mois donné de 1997, 1999 et 2003 RDR : enquêtes « première ligne » de TREND/OFDI auprès d'usagers de structures de première ligne

L'injection demeure toutefois une pratique fréquente au sein de sous-groupes en situation particulièrement marginale, composés notamment de très jeunes adultes. Le risque de moindre vigilance face aux possibles contaminations par le biais des matériels d'injection est donc réel d'autant plus que les jeunes usagers ne feraient plus preuve de la même vigilance que leurs aînés à l'encontre des risques de contamination au VIH.

Ces derniers éléments ne sauraient cependant infirmer le constat du recul général de l'injection et ses conséquences positives pour la santé publique.

Usagers en errance urbaine et dispositifs de première ligne ou de soins

Depuis l'année 2002, les personnes impliquées dans les dispositifs de première ligne et de soins font état du développement quantitatif d'une population plutôt jeune en situation de grande précarité sociale et évoluant aux frontières des espaces urbain et festif.

Cette population, d'après les observateurs, est loin d'être homogène et relève essentiellement de deux univers relativement différents. Le premier est celui de la marginalité « traditionnelle » et « subie », expression de processus de désaffiliation (famille, travail, droits sociaux) qui mènent les individus à des situations de détresse sanitaire et sociale profonde. Le second est le produit de l'émergence au milieu des années quatre-vingt-dix, et à une grande échelle, du courant musical « techno » qui a engendré dans son sillage, outre les manifestations plus conventionnelles qui s'expriment dans le cadre des discothèques et des boîtes de nuit, tout un courant rassemblant des jeunes en rupture de ban, contestant le mode de vie dominant.

Ces deux populations, si elles présentent des différences, notamment en termes de maîtrise des consommations et de type de produits consommés, se retrouvent aujourd'hui dans les centres des grandes villes où elles deviennent au fil des ans de plus en plus visibles. La prégnance des consommations

de produits psychoactifs de même que l'importance des polyconsommations distinguent ces populations, lesquelles tendent de plus en plus à fréquenter les structures dites de première ligne et de soins apportant aux professionnels qui animent ces dispositifs des problèmes inédits. A l'origine, en effet, les structures de première ligne étaient destinées à un public relativement restreint composé de personnes en situation de grande marginalité consécutive à des dépendances engendrées par l'injection d'opiacés et d'héroïne en particulier. Aujourd'hui, ces

structures sont confrontées à des populations plus nombreuses, plus jeunes, caractérisées par des consommations plus diversifiées et plus difficiles à joindre et à capter durablement. Cette situation pose le problème de l'adaptation des structures à ce nouveau public, que ce soit en termes de moyens matériels pour y faire face mais aussi de réflexions en matière de prévention des pratiques à risques et de réinscription des personnes

concernées dans un processus de ré-affiliation sanitaire et sociale.

Les consommations de cocaïne et de crack/free base

La diffusion de la cocaïne sous sa forme poudreuse (chlorhydrate) ne cesse de s'élargir en France tant dans l'espace festif que dans l'espace urbain⁴. Les milieux sociaux concernés par cette consommation sont devenus tellement larges et hétérogènes qu'il est difficile aujourd'hui de dresser un portrait-type de ce consommateur. Dans l'espace festif « musique électronique » des cinq villes ayant participé à l'enquête en 2004 (Nice, Toulouse, Rennes, Bordeaux, Metz)⁵, 35 % (518/1496) des personnes déclarent avoir consommé de la cocaïne au cours du mois écoulé et plus des deux tiers en ont pris au moins une fois dans leur vie. Dans l'espace urbain, les dernières données dont on dispose (2003) montrent que 35 % des personnes ayant répondu à l'enquête menée auprès des structures de première ligne en ont consommé au cours du mois écoulé⁶. Dans les deux espaces d'investigation, les données quantitatives montrent que le mode d'administration majoritaire est le sniff (98 % dans l'espace « musique électronique » et 62 % dans les structures dites de « première ligne »). Cependant, dans l'espace urbain, la pratique de l'injection de cocaïne est largement répandue puisqu'elle touche près de quatre usagers sur dix (43 %).

La disponibilité du produit ne cesse d'augmenter tandis que parallèlement son prix diminue jusqu'à devenir abordable pour un nombre croissant de personnes désireuses d'en consommer. En 2004, le prix médian du gramme de chlorhydrate de cocaïne s'élève à 60 euros, soit le prix le plus bas jamais enregistré depuis l'existence du dispositif TREND. Ce

phénomène s'explique par l'augmentation du trafic international en direction de l'Europe au cours de ces dernières années. Il se traduit par la multiplication des réseaux *ad hoc* de petit trafic souvent issus de la reconversion des réseaux de deal d'héroïne et de cannabis vers la vente de cocaïne ainsi que l'intégration de celle-ci aux palettes de produits initialement vendus. Son accessibilité s'en trouve donc grandement facilitée. Contrairement à d'autres usagers de substances psychoactives, les

³ Ces données sont à interpréter avec prudence, la participation à l'enquête reposant en effet sur le volontariat des usagers.

⁴ En France, le nombre de personnes âgées de 18 à 75 ans ayant consommé de la cocaïne est estimé à 1 million, soit environ 2 % et celui des usagers au cours de l'année à 150 000.

⁵ Cette enquête vise à fournir des estimations fondées sur les activités de consommation des substances psychoactives des personnes qui fréquentent l'espace festif « musiques électroniques » (établissements de nuit et manifestations festives) et sur leurs principales caractéristiques (démographiques, sociales, sanitaires ; pratiques à risques ; pratiques festives).

⁶ Enquête quantitative menée auprès des usagers des structures de première ligne (boutiques et programme d'échange de seringues) des sites couverts par TREND. En 2003, 1 082 personnes ont été interrogées dans neuf villes de France et dans trois départements d'outre-mer.

consommateurs de la cocaïne ne sont guère touchés par la stigmatisation liée à l'usage de produits illicites. Précédée d'une représentation élogieuse de drogue « maîtrisable » et « gérable », n'engendrant que peu de conséquences négatives en termes de dépendance, la cocaïne s'introduit facilement dans des réseaux sociaux diversifiés.

L'ensemble de ces éléments ne laisse donc pas présager un ralentissement de la diffusion en France de cette substance dans les années à venir.

La cocaïne sous sa forme crack/free base ne fait pas l'objet du même engouement, ni dans l'espace urbain ni dans l'espace festif. En 2003, dans l'espace urbain, il apparaît que la prévalence de l'usage de crack au cours du mois écoulé au sein de la population fréquentant les structures de première ligne est deux fois moindre (18 % contre 35 %) que celui de la cocaïne sous sa forme chlorhydrate. Dans l'espace festif, l'enquête « musique électronique » fait apparaître que l'usage de crack/free base ne concerne qu'une petite minorité de la population ayant participé à l'enquête (6,1 %). Toutefois, certains observateurs de l'espace festif et du milieu des free parties notamment rapportent une augmentation des pratiques de consommation de la cocaïne par voie fumable. Cette dernière circule sous l'appellation « free base », laquelle est moins stigmatisée dans ce milieu que le crack alors qu'il s'agit strictement du même produit, ce que la plupart des usagers ignore.

La disponibilité de la cocaïne sous la forme de « crack », à l'instar des années précédentes, demeure réduite. Seuls les trois sites traditionnels connus (la Guyane, la Martinique et Paris intra-muros) font état d'une présence significative du produit ainsi que de l'existence de réseaux de vente sur leur site. Les représentations du produit sont unanimement négatives et ce quels que soient les sites, les contextes ou la période.

Les hallucinogènes naturels

Le développement de la consommation des substances hallucinogènes naturelles au cours de la dernière décennie semble indéniable. Ce phé-

nomène s'inscrit dans un mouvement général privilégiant les produits naturels « bio ».

Les substances hallucinogènes les plus expérimentées en France sont les champignons, notamment dans la tranche d'âge des 17-18 ans dans laquelle ces substances sont les plus couramment consommées après le cannabis. En 2004, dans l'espace festif dit « musique électronique », plus d'un usager sur deux ont au moins une fois dans sa vie consommé des champignons hallucinogènes et plus de 12 % en ont fait usage au cours du mois écoulé. Dans les structures de première ligne, situées dans l'espace urbain, le taux s'élève à 14 %.

Hormis les champignons hallucinogènes, et ce depuis 2001, d'autres substances (Datura, Ayahuasca, Salvia Divinorum, Rose des bois) font l'objet d'une consommation croissante mais concernent des groupes beaucoup plus restreints.

Cet essor des substances naturelles s'explique en partie par une sorte de réaction au quasi-monopole détenu par les substances synthétiques et chimiques, lesquelles sont de plus en plus perçues comme nocives pour le consommateur, du moins à long terme. En outre, risques et dangerosité mis à part, ces substances naturelles possèdent un puissant pouvoir d'évocation spirituel et mystique qui, rituels de préparation et consommation aidant, leur confère un statut particulier les distinguant du reste des autres produits, considérés le plus souvent avec condescendance.

Fondée sur le don, le contre-don, le troc et le partage, la consommation des produits naturels signifie aussi l'affranchissement du système de valeurs dominant et rime avec l'idéologie du retour à la nature et à des rapports sociaux non marchands caractéristiques des sociétés primitives. Ce « primitivisme » s'observe également dans le recours de plus en plus fréquent aux vocables relevant des sociétés traditionnelles pour qualifier les personnes qui s'initient à la consommation de ces substances : elles sont volontiers désignées sous les termes de « chamane » ou de « guide ». En outre, la mise en avant du caractère rituel et fréquemment communautaire des consommations

renvoie aux usagers une image positive d'eux-mêmes dans laquelle la maîtrise de l'usage, par opposition à l'archétype du toxicomane ayant perdu tout contrôle de ses consommations, représente un élément fondamental.

Les hallucinogènes sont depuis quelques années dans « l'air du temps » et à ce titre semblent posséder un potentiel de diffusion important, du moins, pour quelques années à venir.

Les observations relatives à l'année 2004

La buprénorphine haut dosage toujours prépondérante parmi les opiacés dans l'espace urbain...

Hormis deux sites (Bordeaux et Toulouse) ayant fait état cette année d'une baisse de la disponibilité de la buprénorphine haut-dosage (Subutex®) sur le marché parallèle, du fait essentiellement de facteurs locaux liés à des restrictions de prescriptions, il apparaît en 2004 que la BHD demeure largement disponible dans les centres urbains. En conséquence de cette forte disponibilité, la modicité du prix médian du comprimé de 8 mg, qui se négocie autour de trois euros sur le marché parallèle soit une division par deux en cinq ans.

L'usage détourné, comme les années précédentes, affecte plutôt des populations très marginalisées, pour lesquelles le médicament constitue en quelque sorte une « héroïne du pauvre ». Les observateurs de l'espace urbain insistent cette année sur le développement du sniff, constat en adéquation avec les données produites lors de l'enquête réalisée dans les structures de première ligne en 2003 dans laquelle il apparaissait une forte augmentation de la fréquence du sniff (+40 %) par rapport à l'année précédente.

La perception de la buprénorphine haut-dosage, compte tenu des populations qui la détournent, demeure négative. Celle-ci est en effet associée au monde de la rue. Par ailleurs, de plus en plus d'usagers se plaignent de la forte dépendance engendrée par son usage, qu'il soit détourné ou inscrit dans le cadre d'un protocole thérapeutique.

...mais l'héroïne est toujours présente malgré des contrastes forts entre les sites

En 2004, le nombre de sites du dispositif TREND, situés en France métropolitaine, rapportant une augmentation de la disponibilité de l'héroïne (sous sa forme brune essentiellement) dans l'espace urbain est plus important que l'année précédente. Alors qu'en 2003, seuls deux sites (Toulouse et Paris) faisaient état d'une telle tendance, cette année se rajoutent quatre autres sites (Lyon, Lille, Metz et Rennes). En revanche, il semblerait qu'à Marseille, dans la continuité des observations des années précédentes, la disponibilité du produit soit devenue extrêmement faible. Cette augmentation générale de la disponibilité de l'héroïne se répercute sur l'évolution du prix médian du

Le dispositif TREND

TREND s'appuie sur des outils de recueil continu coordonnés par l'OFDT, des investigations spécifiques et des systèmes d'information partenaires. Les outils coordonnés par l'OFDT comportent : le réseau des onze sites dont neuf en métropole (Bordeaux, Dijon, Lille, Lyon, Marseille, Metz, Paris, Rennes, Toulouse) et deux outre-mer (Guyane, Martinique) dotés d'une stratégie commune de collecte et d'analyse de l'information ; le système SINTES, dispositif d'analyse toxicologique d'échantillons de drogues de synthèse saisis et collectés.

Les investigations spécifiques sont des enquêtes qui peuvent porter sur l'approfondissement d'une thématique identifiée par le dispositif, sur l'exploration d'un espace social particulier ou sur l'élaboration de nouveaux outils d'observation.

Les systèmes d'informations partenaires sont : l'enquête OPPIDUM (Observation des produits psychotropes ou détournés de leur utilisation médicamenteuse) des CEIP : description annuelle des usagers de CSST principalement ; le système SIAMOIS (Système d'information sur l'accessibilité au matériel officinal d'injection et à la substitution) de l'InVS (Institut national de veille sanitaire) : évolution des ventes de matériel d'injection et des produits de substitution ; l'enquête ESCAPAD de l'OFDT : description annuelle et désormais biannuelle des consommations chez les jeunes de dix-huit ans ; les données de l'OCRTIS (Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants) qui portent sur les statistiques d'activité policière et les décès par surdose.

gramme d'héroïne, lequel s'élèverait en métropole à 30 euros, ce qui constitue une baisse importante par rapport à l'année précédente (45 euros)⁷.

Dans l'espace festif, l'héroïne confirme sa présence lors des événements de type free parties et teknivals et semble toucher des publics de plus en plus larges. Plusieurs sites évoquent une certaine banalisation de l'héroïne même si la perception de celle-ci n'évolue guère et reste marquée par le tabou lié à sa consommation.

L'usage de l'ecstasy toujours prépondérant dans l'espace festif

En 2004, et dans la continuité des années précédentes, l'ecstasy apparaît comme une substance banalisée dans l'espace festif techno. La raréfaction des free parties en son sein a conduit à la diffusion de ce produit dans les clubs et les discothèques notamment sous ses formes de comprimés et de gélules qui la rendent aisément et discrètement consommable. En outre, il se confirme cette année qu'un usage d'ecstasy en dehors de tout cadre festif se développe dans l'espace urbain auprès d'une population marginalisée, qui la consommerait en injection. L'ecstasy serait appréciée pour ses effets stimulants, lesquels permettraient d'affronter les conditions de vie difficiles attachées au monde de la rue. Ce constat corrobore les données issues de l'enquête menée en 2003 auprès des structures de première ligne qui montrait que près d'un tiers des usagers avaient fait un usage récent du stimulant et que la voie injectable était le fait de plus d'un usager sur dix.

Si la diffusion de l'ecstasy se poursuit, la question de l'appréciation de son image auprès des usagers est ambiguë. Il semblerait qu'une dimension générationnelle apparaisse dans l'appréciation que ceux-ci peuvent porter sur l'ecstasy. Alors que les usagers récents semblent l'apprécier, les plus âgés paraissent considérer l'ecstasy, quand elle se présente sous la forme de pilules ou de gélules, comme un produit « ringard », « banal » dont l'usage ne permet plus d'apporter la « distinction » qui la rendait attrayante il y a encore quelques années. En revanche, la forme « poudre », considérée comme de meilleure qualité, est plus appréciée, semble-t-il, du fait d'effets plus marqués.

En 2004, selon des données issues du système SINTES, la forme dominante reste le comprimé (86 %) loin devant les poudres (8,5 %) et les gélules (4,5 %). Le dosage médian en MDMA des comprimés est de 60 mg.

Réapparition du LSD...

L'engouement évoqué plus haut pour les hallucinogènes d'origine naturelle ne semble pas être préjudiciable au LSD. En effet, la réapparition du LSD dans l'espace festif techno, après une quasi-disparition du produit en 2002 suite à des défaillances de l'offre, constatée en 2003, se confirme en 2004. Cette hausse de la disponibilité est toutefois contrastée. Certains sites comme Marseille, Paris et Toulouse signalent une forte hausse de celle-ci tandis que d'autres

comme Bordeaux, Lyon et Metz, tout en confirmant la réapparition du LSD dans le champ des consommations, font état du caractère erratique de la présence du produit ainsi que de la fréquence des « arnaques ». Porté par la vogue actuelle pour les produits engendrant des effets de type hallucinatoire, il semble que l'image du LSD, dans l'espace festif techno, soit très positive. À côté de ses effets très recherchés, il apparaît que cette substance jouit d'une certaine « aura » attachée à sa réputation de substance-phare des années soixante-soixante-dix liée aux différents courants de la contre-culture de cette époque. Il s'agit donc pour beaucoup de jeunes usagers, proches des milieux alternatifs du mouvement techno, d'un produit mythique. Ce constat est confirmé par l'enquête sur les usages menée au sein de l'espace festif « musiques électroniques ». Les niveaux d'expérimentation du LSD varient en effet de plus des deux tiers (71,4 %) pour les personnes fréquentant l'espace « free/rave » à moins d'un quart (22,8 %) pour les adeptes de club « select ».

... et présence du GHB...

Comme en 2003, il se confirme qu'il existe bel et bien un usage détourné de GHB en France dans l'espace festif techno. Cet usage demeure toutefois limité géographiquement puisque seuls deux sites, Paris et Marseille, rapportent des observations directes. Il semblerait que l'essentiel de l'usage touche les milieux proches de la communauté homosexuelle. Dans ce cadre, le détournement de l'anesthésique interviendrait dans le milieu des clubs où les effets désinhibants du produit à très petite dose seraient recherchés. Le site de Paris signale par ailleurs une hausse des accidents sanitaires rapportés par les professionnels de santé consécutifs à l'usage de GHB. Ceux-ci consistent le plus souvent en des états comateux.

... tandis que la méthamphétamine n'apparaît pas

L'évocation dans ce numéro de *Tendances* de la méthamphétamine, plus connue sous la dénomination de Ya baa, Ice ou Crystal tient plus à l'évocation de plus en plus insistante dans une certaine partie de la presse de l'arrivée imminente du produit en France⁸ qu'à une présence du produit constatée par le dispositif. Les informations relatives à ces substances sont en effet quasi inexistantes ou ne dépassent pas le stade de la rumeur. Toutefois, certains observateurs, relayant des informations circulant dans le cadre du clubbing homosexuel parisien évoquent un début d'usage de méthamphétamine dans ces milieux.

⁷ Ces données sont à interpréter avec prudence compte tenu des différences méthodologiques dans le calcul des prix entre l'année 2003 (« enquête première ligne ») et l'année 2004 (données qualitatives issues des sites).

⁸ « Drogue, alerte au Crystal », *Têtu* numéro 95, décembre 2004. Dans cet article, *Têtu*, proche de la communauté gay, annonce l'arrivée du crystal et lui consacre un dossier axé sur les dangers engendrés par l'usage, à partir de témoignages de consommateurs américains, notamment en matière de relâchement des pratiques de prévention lors des rapports sexuels.

Pour en savoir plus

BELLO (P.-Y.), TOUFIK (A.), GANDILHON (M.), GIRAUDON (I.), *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2004, Sixième rapport national du dispositif TREND*, Saint-Denis, OFDT, 2005, 171 p.

Ce rapport n'est disponible qu'en version PDF sur le site de l'OFDT (www.ofdt.fr) à l'adresse suivante : <http://www.ofdt.fr/BDD/publications/fr/>

BELLO (P.-Y.), TOUFIK (A.), et al., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2003*, TREND, 2004, OFDT, Paris.

BELLO (P.-Y.), TOUFIK (A.), et al., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2002*, TREND, 2003, OFDT, Paris.

BELLO (P.-Y.), TOUFIK (A.), et al., *Phénomènes émergents liés aux drogues en 2001*, TREND, OFDT, 2002, Paris.

Tendances

Directeur de publication
Jean-Michel Costes

Comité de rédaction
Marie-Danièle Barré, Aline Desesquelles,
Alain Epelboin, Jean-Dominique Favre, Claude Got,
Serge Karsenty, Annette Leclerc, Thomas Rouault

Secrétariat de rédaction
Julie-Émilie Adès

Maquettiste
Frédérique Million

Impression
Imprimerie Masson / 69, rue de Chabrol
75010 Paris
ISSN 1295-6910
Dépôt légal à parution

Observatoire français des drogues
et des toxicomanies
3, avenue du Stade de France
93218 Saint-Denis La Plaine cedex
Tél : 01 41 62 77 16
Fax : 01 41 62 77 00
e-mail : ofdt@ofdt.fr

An english version of this publication will be
available soon on Web at this URL:
<http://www.ofdt.fr/ofdtdev/live/english-tab.html>

www.ofdt.fr

